



Paris, le 13 octobre 2011

Monsieur le Secrétaire général,

Nombre d'enseignants, voire de personnels salariés des établissements, ont répondu très favorablement à l'appel de nos organisations les invitant à participer à la journée d'action du 27 septembre dernier.

Dans cet appel, nous dénonçons les effets catastrophiques de la mise en œuvre de la RGPP et les témoignages directs, recueillis avant et pendant les manifestations, le 27, illustrent, si besoin était, ce rejet de nouvelles suppressions d'emplois annoncées pour la rentrée 2012.

Les ministres de l'Education nationale et de l'Agriculture se sont montrés sourds à ces attentes, par la voix du Conseil des ministres, puisque les suppressions envisagées pour 2012 ont été validées.

Les dernières déclarations du Secrétariat général de l'enseignement catholique, relayées par certaines composantes de l'Institution (CAEC par exemple), nous laissent penser que pas plus que nos ministres, il n'a entendu la voix des personnels.

L'affirmation de l'inscription de l'Enseignement catholique dans le plan de rigueur établi par le Gouvernement n'est pas nouvelle, pas plus que son souhait d'expérimenter des solutions dites alternatives. Cette insistance devient de plus en plus inquiétante.

La nécessité de réformer le système éducatif est indéniable mais les enseignants ne conçoivent pas qu'une telle réforme soit menée :

- dans un objectif purement budgétaire entraînant des aménagements hasardeux au détriment de leurs intérêts et des intérêts des apprenants ;
- sans les associer, en tant que professionnels de l'éducation, à une réflexion de fond et à la construction de l'Ecole de demain.

Cette transformation ne s'opérera pas sans un projet politique ambitieux. Ce n'est qu'après sa concrétisation que des réformes structurelles pourront être envisagées, discutées et mises en œuvre.

Nous avons eu maintes occasions de manifester notre désaccord avec les options que vous préconisez. Nous n'avons d'autre choix aujourd'hui que de les combattre.

Nous vous invitons à poursuivre l'objectif de faire naître ensemble l'Ecole de demain plutôt que de continuer à vouloir tenter de faire « mieux avec moins » au risque de dégrader encore plus :

- les conditions de travail des enseignants et des personnels salariés des établissements ;
- l'offre éducative ;
- les conditions d'apprentissage.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de nos sentiments distingués.

Luc VIEHE – Secrétaire général du SPELC  
Laurence ROGER – Présidente du SNEC-CFTC  
Bruno LAMOUR – Secrétaire général de la FEP-CFDT  
Evelyne CIMA – Présidente du SYNEP CFE-CGC  
Pascal REGNIER – Secrétaire général du SNPEFP-CGT